À l'heure où le pouvoir a décidé d'engager la confrontation sociale à partir du dossier des régimes spéciaux, où les cheminots sont présentés comme des privilégiés, *Économie et Politique* offre ses colonnes à un responsable syndicaliste CGT de la SNCF pour s'exprimer sur ce conflit.

L'heure des choix

Les discours de Sarkozy ne résistent pas à la réalité qui est faite quotidiennement aux citoyens. Au moment où les produits de première nécessité deviennent un luxe, 71 % des Français ne croient pas à la capacité du gouvernement d'agir sur le pouvoir d'achat, selon le journal *Le Parisien*.

Mais soyons justes, pour montrer qu'une hausse des salaires est possible, le Président tente une expérience sur lui-même en s'accordant une augmentation de… 200 % !

Cette mesure, pour symbolique qu'elle soit, sonne comme un défi de classe au mouvement social après les lois scélérates adoptées selon la procédure d'urgence en plein été, consistant à accorder aux plus riches un bouclier fiscal d'un coût de 15 milliards d'euros et à instaurer un impôt sur la maladie au travers des franchises médicales, à restreindre le droit de grève des salariés du service publics… dans un premier temps…

Mais l'automne est là et l'heure des choix est venue, des choix qui sonnent la fin de l'état de grâce de l'ancien candidat. Face à la politique réactionnaire de son gouvernement qui remet en cause l'ensemble du pacte social français, les mobilisations s'organisent.

Une fois les explications données, la réforme des régimes spéciaux de retraites est comprise pour ce qu'elle est vraiment : une attaque frontale contre l'ensemble des régimes de retraite où tout le monde devra travailler plus longtemps pour gagner moins.

Cette réforme ne vise qu'à faire sauter le dernier verrou avant un allongement des annuités pour tous. L'objectif de ses amis du MEDEF qui n'est pas de garder des salariés ayant acquis des droits dans l'entreprise au fil des années, est maintenu. Il s'agit de précariser l'ensemble de la vie, professionnelle et post professionnelle, de ceux qui vivent de leur travail.

Le nivellement par le bas des retraites, des revenus salariaux, des réglementations du travail… sous couvert d'équité et d'égalité a fait long feu. Après la puissante journée d'action du 18 octobre à la SNCF, EDF/GDF, RATP et de nombreuses entreprises publiques et privées, le mouvement social s'élargit contre «l'Américano-libéralisme-sarkozien» qui paupérise la France.

Face aux cadeaux à ses amis de classe, de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent que d'autres choix sont possibles, que le financement d'une vraie solidarité, fondement de la société française, est largement possible et indispensable.

Et cela n'en déplaise à M. Kessler qui ose écrire dans un éditorial du magazine *Challenges* ce que Sarkozy et ses amis pensent tout bas depuis des années : en finir avec le programme du Conseil National de la Résistance, au moment même où les écoliers prennent connaissance de la lettre de Guy Môquet.

Il ne serait que justice dans le pays des droits de l'homme de replacer dans le contexte l'engagement militant de cette figure de la résistance et les valeurs qu'il défendait et que ce gouvernement foule aux pieds. Des valeurs qui étaient et sont toujours résolument modernes et porteuses d'une transformation de la société vers plus de justice et d'efficacité sociale.

En effet, le mouvement social de cet automne dépasse largement le seul aspect des retraites. Il porte en lui ces mêmes valeurs politiques progressistes qui font, entre autres, des services publics un levier essentiel de la politique économique et sociale.

Le programme du Conseil National de la Résistance est à l'origine de la création de la Sécurité sociale, mais aussi des Comités d'entreprise avec des prérogatives économiques permettant l'intervention des représentants des salariés dans la gestion des entreprises.

Et l'avenir des entreprises publiques, et de notre société, passera inéluctablement par des choix politiques et la négociation sociale avec les représentants des salariés. C'est le cas pour la SNCF avec le dossier du Fret ferroviaire en lien avec le Grenelle de l'environnement, mais aussi de la tarification voyageurs, de l'emploi, des salaires…, et ce, pour l'ensemble du secteur public.

Le gouvernement, ne soyons pas dupes, en est conscient en redoutant de voir se fédérer le mouvement social à partir des cheminots qu'il veut stigmatiser en tentant de semer la zizanie entre des salariés victimes des mêmes politiques et exposés aux mêmes menaces.

Cette tentative tacticienne montre déjà ses incohérences dans la mesure où les mesures d'accompagnement de la réforme du régime spécial des cheminots coûteront plus cher que le système actuel !

L'ampleur des attaques et le calendrier imposé mais aussi, et surtout, la fébrilité du gouvernement montrent la fragilité de ce dernier, l'importance et la nécessité de l'intervention politique.

Le Parti Communiste Français, comme il l'a toujours été, apparaît aujourd'hui, plus que jamais, comme la seule organisation apte à apporter une concrétisation politique à ce qui s'exprime dans le pays.

Oui, l'heure est venue d'un choix de société !

D'un choix de classe à l'instar de notre histoire révolutionnaire !



Alain Prouvenq
12 novembre 2007